

En Belgique, les clients de Dexia ont retiré mardi pour 300 millions d'euros.

«Je n'ai pas assez d'argent pour me faire du souci»

Il fallait s'y attendre : les Belges ont peur pour leur bas de laine. Mardi, les clients de Dexia Banque ont retiré d'un coup 300 millions d'euros de leurs comptes, a révélé le quotidien économique néerlandophone *De Tids*. Une somme tout à fait inhabituelle, mais qui reste «minime» par rapport à l'ensemble des dépôts de Dexia, relate Thierry Martini, l'un des chargés de communication du groupe. Selon lui, cela représenterait environ 0,5% de ce que la banque a dans ses coffres. A Bruxelles, on ne pouvait d'ailleurs pas vraiment parler de panique hier.

«Petites questions». «En tant que petit épargnant, je n'ai pas peur» : cheveux grisonnants, la cinquantaine, ce client de Dexia n'a pas l'intention de retirer son argent. Mais il est pressé de rentrer chez lui pour écouter les derniers développements de l'affaire au journal télévisé de 13 heures. Devant l'agence Brugmann de Dexia, les clients vont et viennent, il n'y a pas de

REPORTAGE queue, pas d'effolement, mais l'inquiétude est palpable. Les difficultés financières du groupe et l'annonce de son démantèlement n'ont échappé à personne. A l'intérieur, une dame demande à voir un responsable car elle a des «petites questions à poser par rapport à ce qu'elle a entendu et lu dans les médias». Elle est reçue immédiatement. Faut-il reprendre ses économies ? La question est dans toutes les têtes. «C'est difficile partout en ce moment. Je ne suis pas sûr que changer de banque soit la solution», avance un client, tandis qu'un autre lance, dans un demi-sourire : «Je n'ai pas assez d'argent pour me faire du souci.»

Mais certains s'en font, le centre d'appel ouvert aux clients est constamment occupé. Depuis mardi, c'est le branle-bas de combat pour éviter une panne de liquidités qui ne ferait qu'ajouter à la crise. Responsables politiques, experts et associations de défense des consommateurs se relayent dans les médias pour rassurer et répéter que l'épargne des clients de Dexia est parfaitement sécurisée. «Nous ne laisserons tomber aucun épargnant», affirmait hier le ministre des Finances, Didier Reynders, dans une interview au journal *le Soir*. «Le gouvernement fait tout et fera tout pour que pas un seul client ne perde un centime», promettait le Premier ministre, Yves Leterme, lors d'une conférence de presse. Concrètement, l'Etat se porte garant des dépôts bancaires à concurrence de 100 000 euros par personne et par banque. De plus, «les Etats belge et français, en liaison avec les banques centrales, prendront toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des déposants et des créanciers», ont fait savoir dans un communiqué commun les ministres des finances des deux pays.

Débandade. «Quand on connaît la situation des finances belges, ce n'est qu'à moitié convaincant», réagissait un client de Dexia, précisant qu'il «travaille pour l'Etat et sait de quoi [il] parle». Pour l'heure, le groupe a en tout cas réussi à éviter la débandade de sa clientèle. Mais pour combien de temps ? Le plan de sauvetage de Dexia, qui devrait être annoncé aujourd'hui, a intérêt à être solide. Car, si le projet d'une *bad bank* regroupant les actifs risqués semble acquis, le sort du pôle bancaire belge ne semblait pas encore scellé hier.

Correspondance à Bruxelles JULIE MAJERCZAK



Le Premier ministre belge, Yves Leterme, et son ministre des Finances, Didier Reynders, hier à l'Elysée. PHOTO EFFERBERG.AFP

Les mesures décidées en 2008 n'ont pas suffi à anticiper la chute de Dexia.

D'une crise à l'autre, la faillite des plans de sauvetage

Dexia qui coule, un plan d'aide massif au secteur bancaire européen en préparation... Tout cela a un air de déjà-vu. En octobre 2008, les Etats de l'Union européenne s'étaient mobilisés pour sauver leurs établissements financiers en mobilisant des dizaines de milliards d'euros. Quant à Dexia, il avait échappé à la faillite grâce à une aide de 6,4 milliards d'euros, et à la garantie apportée par les gouvernements français, belge et luxembourgeois. La suite, on la connaît. Les banques ont profité du rebond des marchés – en 2009 et 2010 – pour spéculer de nouveau, engranger des bénéfices et distribuer des dividendes à leurs actionnaires. Mais la crise s'est propagée aux Etats surendettés, et les banques, qui possédaient de la dette publique, sont de nouveau fragilisées. Conséquence : les politiques, mécaniquement, proposent des solutions équivalentes à celles de 2008. Sans se rendre compte qu'elles ont mené à la situation actuelle.

Moins-value. L'aveuglement des autorités est édifiant. Pas plus tard qu'en mai, le gouvernement français pouvait, sans peur, dresser un bilan définitif et positif des plans d'aide aux banques. «Une récente étude Eurostat a montré que notre plan avait été le seul en Europe à bénéficier aux finances publiques : il a rapporté à l'Etat et aux Français 2,4 milliards d'euros», avait déclaré, tout fier, François Fillon. Ne se rendant pas compte qu'une vision comptable à court terme était totalement hors de propos, alors qu'une nouvelle menace d'effondre-

ment bancaire s'approchait. Et, même en termes de vision comptable, ce chiffre de 2,4 milliards était bien trop optimiste puisqu'il ne prenait pas en compte l'aide apportée à Dexia. L'Etat français et la Caisse des dépôts (établissement public) ont dépensé 3 milliards d'euros pour renflouer la banque en achetant des actions à

ANALYSE 9,90 euros qui valent aujourd'hui tout juste un euro. La moins-value est de 2,7 milliards d'euros. Ce qui fait plus que compenser le gain engrangé !

A l'aveuglement s'ajoute un déni de l'évidence. En juillet, les autorités européennes avaient organisé des stress tests pour s'assurer de la solidité des banques du continent. Dexia les avait réussis haut la main, en affichant des ratios de fonds propres de 11%, parmi les plus élevés des établissements français. Interrogée hier sur le sérieux de l'exercice, la Commission européenne affirmait que les tests avaient été «les plus rigoureux jamais conduits», et que les difficultés actuelles de Dexia s'expliquent par la «détérioration des perspectives économiques» ainsi que par l'«aggravation de la crise de la dette souveraine». Tout était pourtant largement écrit il y a trois mois.

Les marchés, eux, saluent par avance une répétition du scénario de 2008. Hier, les expressions «plan d'aide» et «garantie apportée par les Etats français et belges» ont provoqué un rebond boursier : le Cac 40 a pris 4% et Dexia a stoppé sa chute (10% lundi et 22%

mardi) : le titre a progressé de 1,3%. Pour les investisseurs, ce qui se dessine est idéal : l'Etat se comporterait comme le grand sauveur sans exiger aucune contrepartie gênante, comme une prise de participation majoritaire au capital, une présence au conseil d'administration, voire une interdiction des activités spéculatives...

Prix bradés. Hier, François Fillon n'a parlé que de «rémunérer» la garantie des Etats. Mieux, les investisseurs privés se pourléchaient déjà les babines avec l'hypothèse, maintenant très avancée, de création d'une *bad bank* publique qui

En juillet, Dexia avait réussi haut la main les stress tests de l'Autorité bancaire européenne, affichant un ratio de fonds propres parmi les plus élevés des établissements français.

repréndrait le portefeuille de 100 milliards d'euros d'actifs toxiques détenus par Dexia. Ils ont en tête une autre histoire : celle du Crédit lyonnais. En 1995 avait été créé le CDR (Consortium de réalisation), une structure de défaillance chargée de vendre tous les actifs à problèmes de la banque. Résultat, la plupart des cessions s'étaient faites à un prix bradé, les investisseurs privés s'en étaient mis plein les poches et, au final, la facture pour le contribuable du sauvetage du Lyonnais est estimée à 16 milliards d'euros. Dont la moitié à cause de la gestion désastreuse du CDR. Un passé qui préfigure l'avenir ?

NICOLAS CORI